



RCS : ST MALO
Code greffe : 3502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

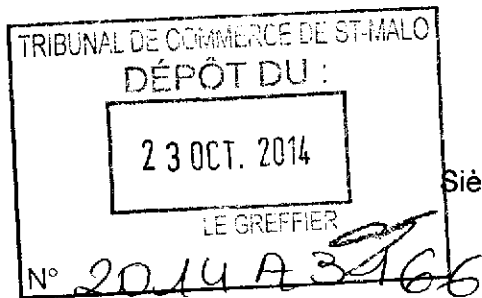
Le greffier du tribunal de commerce de ST MALO atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00180
Numéro SIREN : 531 299 600
Nom ou dénomination : 2M CORPORATE

Ce dépôt a été enregistré le 23/10/2014 sous le numéro de dépôt 3166

2014 B 180



2M CORPORATE
Société à responsabilité limitée
au capital de 18.090 Euros
Siège social : 11 bis rue du Pont Saint Hubert
22490 PLOUER SUR RANCE
RCS SAINT MALO 531 299 600

**PROCES-VERBAL DES DÉCISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 6 OCTOBRE 2014**

Entregistr    : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE DINAN Ext. 1384
Le 16/10/2014 Boredeau n 2014/722 Case n 2
Enregistrement : 375   Réalité :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant payé : trois cent soixante-quinze euros
Le Contrôleur principal des impôts

Mme Sylvie TROPIEL

L'an deux mille quatorze,
Le six octobre,
A dix heures trente,

Monsieur Marc MOROUX, demeurant 11 bis rue du Pont Saint Hubert, 22490 PLOUER SUR RANCE,

Associé unique et gérant de la société 2M CORPORATE, société à responsabilité limitée au capital de 18.090 euros, divisé en 1.809 parts sociales de 10 euros chacune, a pris les décisions suivantes concernant l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Approbation d'un apport en nature consenti à la société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des articles 6-1 et 6-2 des statuts,
- Pouvoirs à conférer.

Il est exposé qu'aux termes d'un contrat d'apport en date à PLOUER SUR RANCE du 1^{er} septembre 2014, Monsieur Marc MOROUX fait apport à la société des 150 parts sociales composant la totalité du capital de la société 2M EVENT, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros, divisé en 150 parts sociales de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège social est à PLOUER SUR RANCE (22 490), 11 bis, rue du Pont Saint Hubert, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977 et qu'en conséquence, l'associé unique doit se prononcer sur l'évaluation de cet apport en nature et réaliser l'augmentation de capital corrélative.

PREMIÈRE DÉCISION

L'associé unique,

connaissance prise du contrat d'apport en date à PLOUER SUR RANCE du 1^{er} septembre 2014 annexé aux présentes, aux termes duquel Monsieur Marc MOROUX, demeurant à PLOUER SUR RANCE (22 490), 11 bis, rue du Pont Saint Hubert, fait apport à titre pur et simple à la société des 150 parts sociales lui appartenant au sein de la société **2M EVENT**, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros, divisé en 150 parts sociales de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège social est à PLOUER SUR RANCE (22 490), 11 bis, rue du Pont saint Hubert, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977, évaluées globalement à SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €),

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite, au vu du rapport de la société COMPTAGESMA AUDIT, représentée par Monsieur COIC, Commissaire aux apports désigné par l'associé unique, ledit rapport étant annexé aux présentes.

DEUXIÈME DÉCISION

L'associé unique décide à titre de rémunération de l'apport pur et simple approuvé au titre de la première décision, d'augmenter le capital social de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €) pour le porter de 18.090 Euros à 80.000 Euros, au moyen de la création de 6.191 parts sociales nouvelles de 10 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1.810 à 8.000 correspondant à la valeur de l'apport et attribuées en totalité à l'apporteur.

Les parts sociales nouvelles, créées sans prime d'apport, seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

TROISIÈME DÉCISION

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, l'associé unique constate que l'augmentation de capital par apport en nature décidée sous la première et deuxième décision, est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6-1 et 6-2 des statuts :

« ARTICLE 6-1 – APPORTS

Il est ajouté le paragraphe suivant :

*« Aux termes d'un contrat d'apport en date à PLOUER SUR RANCE du 1^{er} septembre 2014, Monsieur Marc MOROUX a apporté à titre pur et simple, à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, 150 parts sociales composant la totalité du capital de la société **2M EVENT**, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros, dont le siège social est à PLOUER SUR RANCE (22 490), 11 bis, rue du Pont saint Hubert, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977.*

Lesdites parts sociales de la société 2M EVENT objet de de l'apport, ont été évaluées globalement à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €).

En rémunération de l'apport en nature à titre pur et simple ci-dessus effectué, il a été attribué à l'apporteur, lors des décisions de l'associé unique du 6 octobre 2014, 6.191 parts sociales au nominal de 10 euros chacune, numérotées de 1.810 à 8.000. »

« ARTICLE 6-2 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE VINGT MILLE EUROS (80.000 €) et divisé en HUIT MILLE (8.000) parts sociales au nominal de DIX (10) euros chacune, portant les numéros 1 à 8.000, qui ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par l'associé unique.

Il est actuellement réparti comme suit :

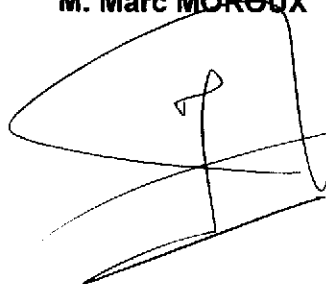
➤ Monsieur Marc MOROUX Numérotées de 1 à 8.000	8.000 parts sociales
Total :	<hr/> 8.000 parts sociales »

QUATRIEME DÉCISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

L'associé unique

M. Marc MOROUX



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Marc MOROUX

né le 1^{er} janvier 1967 à RENNES (35)

de nationalité française

demeurant à PLOUER SUR RANCE (22490), 11 bis rue du Pont saint Hubert,

Célibataire non pacsé,

Ci-après dénommé "L'APPORTEUR"

DE PREMIERE PART,

La société 2M CORPORATE,

société à responsabilité limitée au capital de 18.090 Euros,

dont le siège social est situé à PLOUER SUR RANCE (22490), 11 bis rue du Pont saint Hubert,

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 531 299 600,

représentée par son gérant, Monsieur Marc MOROUX, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée "LA SOCIÉTÉ BENEFICIAIRE",

DE SECONDE PART,

PREALABLEMENT AUX CONVENTIONS OBJET DES PRESENTES, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Monsieur Marc MOROUX détiennent à ce jour, 150 parts sociales composant la totalité du capital de la société **2M EVENT**, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 euros, dont le siège social est à PLOUER SUR RANCE (22490), 11 bis rue du Pont saint Hubert, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977.

Cette société a pour objet l'activité de « Prestations de services aux entreprises se rapportant à l'organisation d'évènements ; L'organisation et la vente de journées de relations d'opération publique ; L'organisation de tournois ou d'évènements sportifs ; Le négoce d'article de sport de toute sorte tant accessoires que vêtements ; L'exploitation d'activités sportives et de loisirs. »



Dans un objectif de réorganisation de ses actifs, Monsieur Marc MOROUX a souhaité apporter les 150 parts sociales lui appartenant au sein de la société 2M EVENT à la société « 2M CORPORATE ».

CECI EXPOSE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Monsieur Marc MOROUX, apporteur, soussigné de première part, apporte à titre pur et simple à la Société 2M CORPORATE, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par lui-même, ès-qualités, les CENT CINQUANTE (150) parts sociales numérotées 1 à 150, qu'il possède en pleine propriété dans le capital de la société « 2M EVENT ».

EVALUATION DE L'APPORT

Lesdits biens sont évalués à la somme de QUATRE CENT DOUZE EUROS ET SOIXANTE TREIZE CENTIMES (412,73 €) par part sociale, soit la somme globale de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €) pour les 150 parts sociales.

Il est expressément stipulé que ledit apport est exclusif de la prise en charge de tout passif quelconque.

Il est précisé que ledit apport donnera lieu à l'établissement d'un rapport par un commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels.

CHARGES ET CONDITIONS DES APPORTS

L'apport stipulé ci-dessus est consenti et accepté sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière et sous les charges et conditions suivantes :

- La société 2M CORPORATE sera propriétaire des parts sociales apportées à compter de l'approbation par son associé unique de l'apport et de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par émission de parts nouvelles attribuées à l'apporteur.
- La société 2M CORPORATE aura la jouissance des parts sociales apportées à compter de cette même date.
- En conséquence, la totalité des dividendes mis en paiement par la Société 2M EVENT, à compter de cette date, y compris toute distribution complémentaire au titre des exercices antérieurs, reviendra à la Société bénéficiaire de l'apport.
- D'une manière générale, la Société 2M CORPORATE, bénéficiaire de l'apport, sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'apporteur attachés aux titres apportés.
- A compter de cette date, la Société 2M CORPORATE est seule habilitée, aux lieu et place de l'apporteur, à effectuer toute opération relative à la propriété des titres apportés ou en résultant, sauf à requérir, en tant que de besoin, l'assistance de l'apporteur.



- La Société 2M CORPORATE, bénéficiaire de l'apport, devra se conformer aux stipulations des statuts de la société 2M EVENT dont les parts sociales lui sont apportées, ainsi qu'aux obligations légales nées de sa qualité d'associée. Elle bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférées aux associés par le pacte social.

- La Société 2M CORPORATE supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais et impôts qui en seront la conséquence directe et indirecte.

L'apporteur déclare en ce qui le concerne que :

- Les parts sociales apportées sont intégralement libérées ; elles sont librement négociables et ne sont grevées d'aucun gage, nantissement ou clause quelconque.

- Le présent apport ne requiert le respect d'aucune procédure d'agrément dans la Société 2M EVENT, dans la mesure où il est associé unique de la Société 2M EVENT.

- Il n'existe à ce jour aucune convention qui permettrait à un tiers d'exercer des droits quelconques sur lesdites parts sociales du fait de leur apport.

- Il détient des droits de pleine propriété réguliers sur lesdites parts sociales, celles-ci ne faisant l'objet d'aucun litige ; Il est en conformité avec toutes réglementations fiscales ou autres et il est formellement habilité à apporter lesdits titres.

- Il apportera à la Société 2M CORPORATE tous les concours et signatures nécessaires pour réaliser le transfert des biens et droits apportés, notamment par la remise de toutes instructions et l'accomplissement de toutes formalités.

REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué globalement à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €), il sera attribué à l'apporteur 6.191 parts sociales nouvelles de 10 Euros numérotées de 1.810 à 8.000 au sein de la Société 2M CORPORATE.

Monsieur Marc MOROUX, gérant de la Société 2M CORPORATE, déclare que les parts sociales seront attribuées à l'apporteur comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Marc MOROUX est propriétaire des 150 parts sociales apportées pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué lors de la constitution de la société le 27 juillet 2010.

DECLARATIONS

Monsieur Marc MOROUX déclare :

- que son état civil est conforme à celui indiqué en tête des présentes,
- qu'il est de nationalité française et se considère comme résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur,



- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement et liquidation judiciaire, cessation de paiements, règlement judiciaire et liquidation de biens,
- qu'il dispose de sa pleine capacité civile,
- que la société 2M EVENT n'est assujettie à aucune procédure collective.

DECLARATIONS FISCALES

Monsieur Marc MOROUX déclare :

- qu'il dépend pour la déclaration de ses revenus du service des Impôts de DINAN (22),
- que les biens ci-dessus apportés ont été reçus ainsi qu'il est indiqué sous le paragraphe "ORIGINE DE PROPRIÉTÉ".

En matière d'impôt sur le revenu, les parties déclarent que ladite opération est susceptible de bénéficier du régime de report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du CGI, l'opération étant un apport de titres d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés effectué par un apporteur contrôlant la société bénéficiaire de l'apport à l'issue de l'opération.

En conséquence, la plus-value sera constatée au titre de l'année 2014 et sera déclarée par l'apporteur dans sa déclaration de revenus pour l'année 2014. Elle ne sera toutefois imposable qu'au titre de l'année de survenance de l'évènement mettant fin au report, au taux en vigueur à cette date.

A cet égard, il est précisé que cette plus-value égale à la différence entre la valeur d'apport des parts sociales apportées et leur valeur de souscription, s'établit comme suit :

61.910 Euros – 1.500 Euros = 60.410 Euros

Déclaration pour l'enregistrement

L'apport étant consenti à titre pur et simple au profit d'une société déjà existante, celui-ci est soumis à un droit fixe de 375 €, le capital de la société 2M CORPORATE étant porté à la somme de 80.000 Euros.

CONDITION SUSPENSIVE

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'après approbation de son évaluation et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels par un commissaire aux apports.

Le réalisation de cette condition devra intervenir au plus tard le 31 octobre 2014.

A défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Le rédacteur des présentes a informé les parties, qui le reconnaissent, des sanctions applicables aux insuffisances et aux dissimulations de prix et aux fausses affirmations de sincérité.

Les parties ont affirmé expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

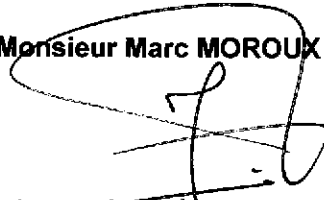


FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait à PLOUER SUR RANCE
Le 1^{er} septembre 2014
En cinq exemplaires

Monsieur Marc MOROUX

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a horizontal line, positioned over the printed name 'Monsieur Marc MOROUX'.

**Pour la société 2M CORPORATE
Monsieur Marc MOROUX**

COMPTAGESMA AUDIT

• Commissariat aux Comptes

Associés

Sébastien BUET

Philippe CHATELLIER

Patrice COÏC

Olivier Gaillard

Thomas LE PORS

Victor RICHARD

Mélanie VILLALARD

2M CORPORATE

Siège Social : 11 bis, rue du Pont Saint Hubert 22 490 PLOUER SUR
RANCE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 18 090 €

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur
de l'apport des parts sociales de la SARL 2M
EVENT par Monsieur Marc MOROUX à la
SARL 2M CORPORATE

Saint-Malo

13, rue du Clos Matignon
35400 Saint-Malo
Tél. 02 99 40 96 52
Fax 02 99 40 18 29

saint-malo@comptagesma.fr

Dinan

6, rue de la Tramontane
ZA des Alleux
22100 Taden
Tél. 02 96 85 27 85
Fax 02 96 85 25 76

dinan@comptagesma.fr

Rennes

16B Rue de Jouanet
35700 Rennes
Tél. 02 99 87 54 54
Fax 02 99 40 18 29



Comptagesma

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Rennes

SARL au capital de 276 655 euros

RCS St Malo B 316 643 782 - N° TVA intracommunautaire FR76 316 643 782

Comptagesma Audit

Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Rennes

SARL au capital de 12.040 euros

RCS St Malo B 379 014 764 - N° TVA intracommunautaire FR22 379 014 764

Cabinets indépendants - Membres du groupement EURUS

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur de l'apport des parts sociales de la SARL 2M EVENT par Monsieur Marc MOROUX à la SARL 2M CORPORATE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique de la société 2M CORPORATE en date du 1^{er} septembre 2014, concernant l'apport des parts sociales de la SARL 2M EVENT par Monsieur Marc MOROUX à la SARL 2M CORPORATE dans le cadre de l'augmentation de son capital, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 225-147 du Code de commerce.

Le montant de l'apport a été arrêté dans le traité d'apport signé entre les parties en date du 1^{er} septembre 2014. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports. Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieures à sa date de signature.

1 – Présentation de la SARL 2M CORPORATE

Monsieur Marc MOROUX, associé unique détient la totalité du capital de la SARL 2M CORPORATE dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Dénomination : SARL 2M CORPORATE ;
- Capital social : 18.090 € constitués par l'apport en nature le 18 mars 2011 par Marc MOROUX des 217 parts sociales, numérotées de 1 à 200 et de 233 à 250 qu'il détenait au sein de la société 2M ORGANISATION ;
- Siège social : 11 bis, rue du Pont Saint Hubert 22490 PLOUER SUR RANCE ;
- Objet social : L'activité dite de « holding » tant en France qu'à l'étranger, consistant en :

- La prise de participation dans toutes sociétés et entreprises constituées ou à constituer qu'elles que soient leurs activités, civiles, commerciales,



ou industrielles par tous moyens, apports, fusions, souscriptions, achats d'actions, de parts sociales ou de parts d'intérêt de sociétés civiles ;

- La souscription à toute augmentation de capital des mêmes entreprises et notamment dans toutes entreprises se rapportant à l'exploitation sous quelque forme que ce soit de tous fonds de commerce ou d'entreprise ;
- L'animation effective des sociétés du groupe en participant à la conduite de la politique financière, administrative et fiscale, et au contrôle des sociétés filiales ;

L'exercice de toutes activités entrant dans le cadre de l'objet des sociétés financières ou holdings ;

Toutes prestations de services auprès de toutes sociétés et notamment des filiales ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

- Durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS ;
- Gérant de la société : Monsieur Marc MOROUX ;
- Immatriculation : Registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 531 299 600.

2 – Présentation de la SARL 2M EVENT

Monsieur Marc MOROUX détient actuellement 150 parts sociales sur les 150 parts sociales composant le capital social de la 2M EVENT dont les principales caractéristiques sont actuellement les suivantes :

- Dénomination : SARL 2M EVENT ;
- Capital social : 1.500 € constitués d'apports en numéraire entièrement libérés ;
- Siège social : 11 bis, rue du Pont Saint Hubert 22490 PLOUER SUR RANCE ;
- Objet social : La société a pour objet :
 - Prestations de services aux entreprises se rapportant à l'organisation d'évènements,
 - L'organisation et la vente de journées de relations d'opération publique,
 - L'organisation de tournois ou d'évènements sportifs,
 - Le négoce d'article de sport de toute sorte tant accessoires que vêtements,
 - L'exploitation d'activités sportives et de loisirs,



- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles ainsi que toutes activités connexes et accessoires tendant à la gestion, l'administration et l'organisation d'entreprises,

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou susceptible de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

La société peut agir tant en France qu'à l'Etranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes, et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations entrant dans son objet

Elle pourra également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères quel que soit leur objet

- Durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.
- Gérant de la société : Monsieur Marc MOROUX.
- Immatriculation : Registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977.

3 – Présentation des apports

Monsieur Marc MOROUX, apporteur, soussigné de première part, apporterait à titre pur et simple à la Société 2M CORPORATE, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par lui-même, ès-qualités, les CENT CINQUANTE (150) parts sociales numérotées 1 à 150, qu'il possède en pleine propriété dans le capital de la société « 2M EVENT ».

4 – Evaluations des Apports

Lesdits biens sont évalués à la somme de QUATRE CENT DOUZE EUROS ET SOIXANTE TREIZE CENTIMES (412,73 €) par part sociale, soit la somme globale de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €) pour les 150 parts sociales.

5 – Rémunération des apports

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué globalement à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €), il serait attribué à l'apporteur 6.191 parts sociales nouvelles de 10 Euros numérotées de 1.810 à 8.000 au sein de la Société 2M CORPORATE.



6 – Diligences et appréciation de la valeur des apports

Dans le cadre de notre mission, nos diligences ont consisté en :

- Une prise de connaissance de l'opération envisagée par entretiens avec les différents conseils du dirigeant des sociétés ;
- Un examen du contrat d'apport ;
- L'examen des états financiers au 31 décembre 2013 de la SARL 2M EVENT dont les parts sociales sont apportées ;
- La validation de la méthode retenue sur la base des capitaux propres, réalisée par l'expert-comptable de la SARL 2M EVENT, Monsieur Jocelyn MARTIN, pour valoriser l'apport de la SARL 2M EVENT à la valeur réelle par comparaison avec les méthodes généralement admises ;
- Une analyse du régime comptable et fiscal de l'opération.

7 – Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la valeur de l'apport en nature de la SARL 2M EVENT prévue au traité d'apport s'élevant à un montant global de 61.910 € n'est pas surévaluée et en conséquence que l'actif net objet de l'apport est au moins égal au montant prévu de l'augmentation de capital de la société 2M CORPORATE d'un montant de 61 910 €.

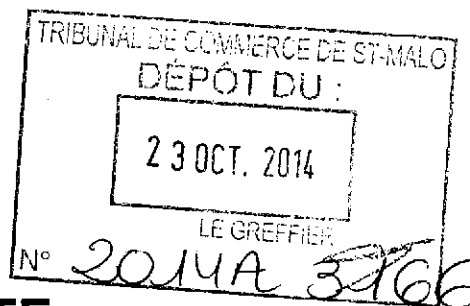
Fait à Saint Malo, le 18 septembre 2014

Le commissaire aux apports :

COMPTAGESMA AUDIT



Patrice COÏC



2M CORPORATE

Société   Responsabilité Limitée
au Capital de 80.000 euros

Siège Social : 11 bis, rue du Pont Saint Hubert
22 490 PLOUER SUR RANCE

RCS SAINT MALO

STATUTS

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

*Statuts mis à jour
  l'issue des décisions de l'associé unique du 6 octobre 2014
Certifiés conformes par la gérance*

TITRE 1

NATURE DE LA SOCIÉTÉ - OBJET - DÉNOMINATION SIÈGE - DURÉE

ARTICLE 1 - NATURE DE LA SOCIÉTÉ

Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée.

Cette société est régie par le Code de commerce et par les dispositions impératives des lois et décrets promulgués ou qui devraient être promulgués ; elle est également régie par les présents statuts, notamment pour les matières auxquelles les dispositions légales ou réglementaires se réfèrent ou permettent de se référer.

Elle fonctionne indifféremment sous la forme de société à responsabilité limitée avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

La société a pour objet :

- L'activité dite de « holding » tant en France qu'à l'étranger, consistant en :
 - La prise de participation dans toutes sociétés et entreprises constituées ou à constituer qu'elles que soient leurs activités, civiles, commerciales, ou industrielles par tous moyens, apports, fusions, souscriptions, achats d'actions, de parts sociales ou de parts d'intérêt de sociétés civiles ;
 - La souscription à toute augmentation de capital des mêmes entreprises et notamment dans toutes entreprises se rapportant à l'exploitation sous quelque forme que ce soit de tous fonds de commerce ou d'entreprise ;
 - L'animation effective des sociétés du groupe en participant à la conduite de la politique financière, administrative et fiscale, et au contrôle des sociétés filiales ;
- L'exercice de toutes activités entrant dans le cadre de l'objet des sociétés financières ou holdings ;
- Toutes prestations de services auprès de toutes sociétés et notamment des filiales ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La société a pour dénomination :

2M CORPORATE

Conformément à la loi, dans tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, cette dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L" et de l'énonciation du capital social. Ces documents indiqueront également le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est situé :

**11, bis rue du Pont Saint Hubert
22 490 PLOUER SUR RANCE**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du ou des gérants, sous réserve de ratification de cette décision par l'associé unique ou des associés, dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après.

Il peut être transféré partout ailleurs en France, soit par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des parts sociales, soit par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La société est constituée pour une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF années (99) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE 2

CAPITAL SOCIAL - PARTS DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS

ARTICLE 6 – APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6-1 – APPORTS

Aux termes du contrat d'apport annexé aux présentes, Monsieur Marc MOROUX apporte à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit, les parts sociales ci-après énumérées de la société 2M ORGANISATION, Société à Responsabilité Limitée au capital de 38.112,25 euros, divisé en 250 parts sociales de 152,45 euros chacune, ayant son siège social à PLOUER SUR RANCE (22 490) – 11 bis, rue du Pont Saint Hubert, immatriculée au RCS de SAINT MALO sous le numéro 319 072 674.

TITRES APPORTES PAR MONSIEUR MARC MOROUX

Monsieur Marc MOROUX apporte la pleine propriété de 217 parts sociales, numérotées de 1 à 200 et de 233 à 250, entièrement souscrites et libérées qu'il détient au sein de la société 2M ORGANISATION.

VALORISATION DE L'APPORT EN NATURE

Les parts sociales de la société 2M ORGANISATION, objet de l'apport, ont été évaluées à :

- DIX HUIT MILLE QUATRE VINGT DIX EUROS (18.090 €) au vu d'un rapport établi par la société COMPTAGESMA AUDIT, ayant son siège social à SAINT MALO (35 400), 13, rue du Clos Matignon, désigné en qualité de Commissaire aux apports, par le soussigné, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 7 février 2011, lequel rapport est annexé aux présentes.

REMUNERATION DE L'APPORT EN NATURE

En rémunération de l'apport en nature ci-dessus effectué, il est attribué à l'apporteur Monsieur Marc MOROUX, 1.809 parts sociales au nominal de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 1.809.

Aux termes d'un contrat d'apport en date à PLOUER SUR RANCE du 1^{er} septembre 2014, Monsieur Marc MOROUX a apporté à titre pur et simple, à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, 150 parts sociales composant la totalité du capital de la société **2M EVENT**, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros, dont le siège social est à PLOUER SUR RANCE (22 490), 11 bis, rue du Pont saint Hubert, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT MALO sous le numéro 524 319 977.

Lesdites parts sociales de la société 2M EVENT objet de de l'apport, ont été évaluées globalement à la somme de SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT DIX EUROS (61.910 €).

En rémunération de l'apport en nature à titre pur et simple ci-dessus effectué, il a été attribué à l'apporteur, lors des décisions de l'associé unique du 6 octobre 2014, 6.191 parts sociales au nominal de 10 euros chacune, numérotées de 1.810 à 8.000.

Article 6-2 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE VINGT MILLE EUROS (80.000 €) et divisé en HUIT MILLE (8.000) parts sociales au nominal de DIX (10) euros chacune, portant les numéros 1 à 8.000, qui ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par l'associé unique.

Il est actuellement réparti comme suit :

➤ Monsieur Marc MOROUX Numérotées de 1 à 8.000	8.000 parts sociales
	<hr/>
Total :	8.000 parts sociales

ARTICLE 7 - AUGMENTATION ET RÉDUCTION DE CAPITAL

1. Les associés, dans les conditions prévues par la loi, peuvent décider l'augmentation du capital social par la conversion de bénéfices ou réserves ou par voie d'apports en nature ou en espèces et création, avec ou sans prime, de parts nouvelles ordinaires ou privilégiées.

Dans le cas d'émission de parts nouvelles à souscrire en numéraire, les propriétaires de parts anciennes auront un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles, dans la proportion du nombre de parts préexistantes possédées par chacun d'eux. Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions fixés par la gérance. Les parts qui ne seront pas souscrites par les associés ne pourront être attribuées qu'aux personnes agréées aux conditions fixées à l'article 10 pour les cessions de parts à des tiers.

2. Les associés statuant dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus peuvent également décider la réduction du capital social dans les conditions prévues par la loi. En aucun cas, une réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Une augmentation ou réduction du capital social pourra toujours être réalisée, même si elle fait apparaître des rompus, chaque associé devant faire son affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits de souscription ou d'attribution ou de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

Il en sera de même au cas où le regroupement des parts sociales serait décidé par les associés statuant à la majorité prévue au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne seront jamais représentées par des titres négociables ; leur propriété résultera des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Toute part est indivisible à l'égard de la société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire. Les co-propriétaires indivis d'une part sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris parmi les autres associés et ne sont comptés que pour un seul associé tant que dure l'indivision.

Le droit de vote est exercé par l'usufruitier en ce qui concerne les décisions prévues à l'article 20 ci-dessous et par le nu-propriétaire en ce qui concerne les autres décisions, le tout sauf convention contraire intervenue entre nu-propriétaire et usufruitier régulièrement portée à la connaissance de la société.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivront dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés prises en conformité.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS

1. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux parts sociales, à une quotité proportionnelle au nombre de parts existantes.

2. Les associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent.

3. Les associés exercent les droits de communication et autres à eux réservés par la législation en vigueur.

4. Le décès, l'absence ou l'incapacité d'un associé n'entraînent pas la dissolution de la société.

5. Les héritiers, créanciers, ayants-cause ou autres représentants des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer aucune apposition de scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS

1. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte sous seing privé ou par acte notarié ; elles ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la Loi et les règlements, et notamment celles prévues à l'article L.221-14 du Code de commerce.

2. Toute cession ou transmission de parts, y compris entre associés en cas de pluralité d'associés, est soumise à l'agrément des associés y compris les transmissions par décès, liquidation de communauté, fusion, transmission à un conjoint, ascendant, descendant ; elle est effectuée dans les conditions décrites aux articles L.223-13 et L.223-14 du Code de commerce. Toutefois, par dérogation à l'article L.223-14 du Code de commerce, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

3. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé.

TITRE 3

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ – CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ARTICLE 11 - GÉRANCE : NOMINATION - POUVOIRS

1. La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées, par décision des associés prise aux conditions prévues par l'article 20 ci-après, avec ou sans limitation de durée de leur mandat.

2. Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Dans les rapports entre associés ou avec l'associé unique, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les associés que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue, et dans ses rapports avec les tiers, que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Chacun des gérants peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix.

ARTICLE 12 – DEVOIRS ET REMUNERATION DE LA GÉRANCE - INTERDICTIONS

1. Tout gérant doit consacrer, aux affaires sociales, le temps et les soins nécessaires à leur bonne marche.
2. Il peut, en rémunération de son travail, bénéficier d'un traitement annuel, soit fixe, soit proportionnel, soit à la fois fixe et proportionnel, payable par frais généraux, déterminé et pouvant être modifié par décision prise par l'associé unique ou par la collectivité des associés aux conditions prévues à l'article 20 ci-après.

ARTICLE 13 - DÉCÈS, DÉMISSION ET RÉVOCATION DES GÉRANTS

1. Le mandat du gérant prend fin par sa démission, sa révocation ou encore par son décès, son absence ou incapacité légale, mentale ou physique le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions.
2. Sauf décision prise par l'associé unique ou par la collectivité des associés aux conditions prévues à l'article 20 ci-après, la démission d'un gérant n'est possible qu'à la fin d'un exercice social et après avis donné trois mois à l'avance et par lettre recommandée.
3. Le gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ; si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts ; en outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.
4. S'il y a plusieurs gérants, en cas de cessation des fonctions de l'un des gérants, le ou les gérants restant en fonction continueront à administrer seuls la société jusqu'au remplacement du gérant par décision prise par les associés, si ceux-ci en décident ainsi.

En cas de cessation des fonctions du dernier gérant ou d'un gérant unique, toutes procurations consenties par lui seront provisoirement maintenues et les associés ou l'associé unique, réunis ou consultés dans le plus bref délai, à la requête de l'un quelconque d'entre eux, procéderont à son remplacement.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES – CONVENTIONS INTERDITES

1. En cas de pluralité d'associés, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou l'un de ses associés, doivent faire l'objet des procédures et des contrôles prévus à l'article L.223-19 du Code de commerce. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.
2. A peine de nullité, un gérant ou un associé autre qu'une personne morale ne peut contracter un emprunt auprès de la société, se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou se faire avaliser ou cautionner par elle ses engagements. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées. Cette même prohibition existe à l'égard des conjoints, ascendants et descendants des conjoints et associés de même qu'en cas d'interposition de personnes.

TITRE 4

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 15 - FORME DES DÉCISIONS

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux et celles prises à l'initiative d'un Commissaire aux comptes, s'il en est désigné un, sont prises en assemblée.

Toutes les autres décisions collectives, provoquées à l'initiative de la gérance sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée ; cependant un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales, ou, le quart des parts sociales et représentant le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Les décisions autres que celles concernant les comptes annuels pourront également être prises par un acte signé de tous les associés ou de leurs mandataires.

ARTICLE 16 - VOIX - REPRÉSENTATION DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter aux assemblées par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Il peut aussi se faire représenter par un ascendant ou un descendant.

Les représentants légaux d'associés peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 17 - ASSEMBLÉES

Les assemblées sont convoquées au lieu du siège social ou en tout autre lieu et la convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

ARTICLE 18 - CONSULTATION PAR ÉCRIT

Pour ces consultations, les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 19 et 20 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

ARTICLE 19 - MODIFICATION AUX STATUTS - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

1. Quorum

Les assemblées des associés chargées de modifier les statuts ne délibèrent valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales et sur deuxième convocation le cinquième. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date qui ne peut être postérieure de plus de deux mois à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle se prononce alors sans condition de quorum.

2. Majorité

2.1 Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

2.2 Toutes autres modifications des statuts, à l'exception de ce qui est précisé ci-après au paragraphe 3, sont décidées par un ou plusieurs associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Toutefois, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Les modifications aux statuts mentionnées ci-dessus peuvent comporter notamment :

- la modification ou l'extension de l'objet social, le changement de dénomination de la société, le transfert du siège ou le cas échéant la ratification du transfert ;
- la prorogation et la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société, sa fusion ou son absorption avec ou par toutes autres sociétés constituées ou à constituer ;
- l'augmentation ou la réduction du capital social, à l'exception des augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves, soumises aux règles de majorité définies ci-après au paragraphe 3 ;
- la soumission de la présente société à toute disposition législative nouvelle non applicable de plein droit, sous réserve des règles de majorité prévues par ladite disposition nouvelle.

3. Incorporation de bénéfices ou de réserves

Par dérogation et conformément aux dispositions de l'article L.223-30 du Code de commerce, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

4. Transformation de la société

La présente société pourra être transformée en société anonyme dans les conditions prévues à l'article L.223-43 du Code de commerce et pourra également, avec l'accord unanime des associés, être transformée en société par actions simplifiée, en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS ORDINAIRES

En cas de pluralité d'associés, dans les assemblées ou lors des consultations écrites autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants, qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

TITRE 5

ANNÉE SOCIALE - INVENTAIRE - BÉNÉFICES

ARTICLE 21 - ANNÉE SOCIALE – COMPTES SOCIAUX

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année suivante ; le premier exercice prendra fin le 31 décembre 2011.

La gérance établit à la fin de chaque année sociale l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe prescrits par la loi. L'assemblée générale des associés approuve les comptes annuels dans le délai de six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque l'associé unique est seul gérant de la société, le dépôt au registre du commerce et des sociétés, dans le même délai, du rapport de gestion, de l'inventaire et des comptes annuels, dûment signés, vaut approbation des comptes.

ARTICLE 22 - DÉTERMINATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

1. Les résultats de l'exercice sont déterminés conformément aux dispositions du Code du commerce.

2. Sur les bénéfices de l'exercice diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5 % au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dite "réserve légale" ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

Sur les bénéfices distribuables, il est prélevé les sommes que l'assemblée générale fixe pour la constitution ou la dotation de tous fonds de réserve ou pour être reportées à nouveau.

L'excédent des bénéfices est réparti aux associés à titre de dividendes.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sous réserve, le cas échéant, de toutes dispositions légales concernant la participation des salariés aux bénéfices.

3. Les fonds de réserves ne produisent aucun intérêt, sauf décision contraire des associés. La gérance règle l'emploi des capitaux provenant de la constitution des fonds.

ARTICLE 23 - AVANCES EN COMPTE COURANT

Chaque associé pourra verser en compte courant, au delà de sa mise sociale, toutes sommes que la gérance jugera utile aux besoins de la société.

Les conditions de ces avances seront déterminées soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenant directement entre la gérance et le déposant et soumise aux dispositions de l'article 14 ci-dessus.

Ces comptes courants ne pourront jamais être débiteurs.

TITRE 6

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 24 - DISSOLUTION

Les associés, à la majorité exigée pour la modification des statuts, peuvent prononcer la dissolution de la société.

En outre, si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue de se conformer aux dispositions de l'article L.223-42 du Code de Commerce.

ARTICLE 25 - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par le ou les liquidateurs qui seront désignés par les associés.

Les associés pourront autoriser les liquidateurs à faire soit la vente à toute personne physique ou morale, soit l'apport à toute société d'une partie ou de la totalité des biens immobiliers et mobiliers de la société, le tout sous réserve des dispositions légales en vigueur.

La cession globale de l'actif de la société ou l'apport de cet actif à une autre société, notamment par voie de fusion, doit être autorisée par les associés à la majorité prévue pour la modification des statuts.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation sera employé au remboursement des parts sociales ; le surplus, s'il en existe, sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts de chacun.

En cas de perte ou d'insuffisance d'actif, les associés ne pourront être tenus au delà du montant de leurs parts sociales.

TITRE 7

CONTESTATIONS - ÉLECTION DE DOMICILE

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes contestations pouvant s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à l'arbitrage.

Si les parties s'entendent, elles procéderont à la désignation d'un arbitre unique.

Dans le cas contraire, il sera constitué un tribunal composé de trois arbitres. Les deux premiers arbitres seront désignés un par chaque partie, dans la huitaine de la mise en demeure qui lui en sera faite par l'autre partie.

A défaut pour l'une des parties de désigner son arbitre dans le délai imparti, la nomination en sera faite par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, par voie de simple ordonnance, sur requête de l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi choisis devront désigner un troisième arbitre, d'un commun accord.

Sans accord des deux arbitres sur ce troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social par voie de simple ordonnance sur requête présentée par la partie la plus diligente ou par l'un des arbitres, l'autre partie dûment appelée.

Le ou les arbitres seront saisis par une simple lettre du demandeur exposant les motifs de sa réclamation sans qu'il soit besoin de compromis préalable.

En cas de tribunal arbitral, celui-ci décidera à la majorité des voix. Le ou les arbitres agiront comme amiables compositeurs.

Si l'une des parties ne répondait pas à la convocation du ou des arbitres, ceux-ci rendront cependant leur décision dans tel délai qu'ils jugeront convenable, mais sans dépasser celui fixé par la loi, en se servant des éléments mis à leur disposition.

La décision arbitrale sera sans opposition ni appel et ne sera susceptible d'aucun recours, même par voie de recours en révision dans la mesure où l'intérêt du litige n'excèdera pas 10.000 Euros. Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que les arbitres fixeront souverainement dans leur sentence.

ARTICLE 27 - ÉLECTION DE DOMICILE

Sous réserve des dispositions d'ordre public, tout associé ne résidant pas dans le ressort du Tribunal de Commerce du siège social devra y faire élection de domicile, à défaut de quoi, ce domicile sera élu de plein droit au Parquet de Monsieur le Procureur de la République du ressort du siège.

Pour l'exécution des présentes, les soussignés font élection de domicile au siège social.

TITRE 8**DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 28 - PREMIER GERANT**

Monsieur Marc MOROUX, soussigné, est désigné comme gérant de la société pour une durée illimitée.

Monsieur Marc MOROUX déclare expressément accepter le mandat qui lui est confié.